

Affaires courantes

PÉTITIONS

LE COURTAGE DES LICENCES

Mme Beryl Gaffney (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions à présenter.

La première porte 56 signatures. Les pétitionnaires demandent au Parlement de légiférer pour plafonner les profits réalisés par les courtiers du secteur privé sur toutes les licences et les permis.

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE COLLVER

Mme Beryl Gaffney (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, la deuxième pétition renferme 47 signatures. Ces pétitionnaires demandent que le Parlement commande la publication et l'étude d'un régime économique élaboré par M. Roger Collver.

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Beryl Gaffney (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, la troisième pétition compte 43 signatures. Les pétitionnaires demandent que le Parlement honore les traités conclus entre les colonisateurs de notre pays et ses premiers habitants.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter conformément à l'article 36 du Règlement.

Les pétitionnaires de la première pétition prient le Parlement de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne ni la Charte canadienne des droits et libertés d'une manière pouvant donner l'impression que la société approuve les relations sexuelles entre personnes de même sexe ou l'homosexualité et, notamment, de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne en y insérant l'expression non définie «orientation sexuelle» parmi les motifs de distinction illicite. Cette pétition renferme 169 signatures.

LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, dans la deuxième pétition, les pétitionnaires prient le Parlement de modifier immédiatement le Code criminel pour accorder aux enfants à naître la même protection que celle dont bénéficient les êtres humains. Cette pétition contient 175 signatures.

LES PÉDOPHILES

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, les 250 signataires de la troisième pétition demandent au Parlement de supprimer le droit pour un individu condamné pour pédophilie d'être remis en liberté sous cautionnement en attendant son procès en appel. Cela contribuerait à assurer la sécurité des victimes et de la communauté en les protégeant contre un tel condamné.

L'AIDE AU SUICIDE

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, les 262 signataires de cette pétition demandent au

Parlement de ne pas abroger ni modifier en quoi que ce soit l'article 241 du Code criminel et de maintenir l'arrêt rendu le 30 septembre 1993 par la Cour suprême du Canada qui a rejeté l'aide au suicide ou l'euthanasie.

LES DROITS DES GRANDS-PARENTS

Mme Daphne Jennings (Mission-Coquitlam, Réf.): Monsieur le Président, en conformité avec l'article 36 du Règlement, je présente encore d'autres pétitions au nom de grands-parents de tous les coins de la Colombie-Britannique. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de tenir la promesse qu'il a déjà annoncée à la Chambre le 4 mai 1995 et de modifier la Loi sur le divorce pour garantir aux grands-parents le droit de visite à leurs petits-enfants.

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Bob Wood (Nipissing, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je présente une pétition venant d'habitants de ma circonscription, Nipissing.

Mes électeurs se préoccupent au sujet du comité interministériel sur les services de déménagement d'articles de ménage, qui est présidé par le ministère de la Défense nationale. L'attribution de tous les déménagements à un seul soumissionnaire causera plus de problèmes et coûtera plus cher que ce n'est le cas dans le cadre du système actuel. Ils estiment que le système proposé pourrait forcer de nombreuses petites entreprises familiales à fermer leurs portes, causant des pertes d'emplois dans des régions qui ont déjà beaucoup de mal à conserver des possibilités d'emploi.

Les pétitionnaires demandent humblement au Parlement d'ordonner au comité interministériel d'abandonner sa proposition et de travailler directement avec le secteur canadien de déménagement à élaborer des solutions de remplacement pour réduire les dépenses fédérales.

• (1215)

L'EMPLOI

M. Jerry Pickard (Essex-Kent, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par de nombreux électeurs de ma circonscription demandant au ministre du Développement des ressources humaines de continuer à financer les services d'emploi agricole.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

Le vice-président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.